

Lina Murr Nehmé et Michel Fayad – Iran : l’heure de vérité d’un empire assiégé

[La Nouvelle Revue Politique](https://nouvellerevuepolitique.fr)

On ne s’ennuie pas en politique ces quelques jours. Voici près de 40 fois que le président Trump annonce un accord, et que les Iraniens nient. Cette fois, ce sont les Iraniens qui parlent d’un accord, et ils crient victoire ! Mais Trump hurle que non, les termes de l’accord que ces derniers ont fait circuler ne correspondent pas à celui qui a été négocié. Essayons d’y voir un peu clair en attendant le prochain rebondissement.

Le 8 juin 2026, un hélicoptère Apache de l’armée américaine a été abattu au-dessus du détroit d’Ormuz par un drone iranien, d’après Washington. Téhéran nie. Miraculeusement sains et saufs, les deux pilotes ont pu être secourus. Mais la mécanique de la surenchère est enclenchée. Les frappes réciproques se sont intensifiées entre le 9 et le 11 juin.

La nuit du 10 au 11 juin a été l’une des plus intenses depuis le début de ce conflit, commencé fin février 2026 entre les États-Unis, Israël et l’Iran. Des missiles Tomahawk lancés depuis l’USS Michael Murphy (DDG 112), accompagnés de chasseurs de l’US Air Force et de l’US Marine Corps, frappent des défenses aériennes iraniennes, des radars, des postes de contrôle au sol et des infrastructures de communication, dans une ceinture de sites allant de Bandar Abbas à Jask, en passant par Sirik, Qeshm et Kish, ainsi que des installations intérieures à Karaj, Abyek et Kargan. Washington cherche à dégrader définitivement la capacité de riposte de Téhéran.

L’Iran répond par des frappes sur des bases américaines au Koweït (Ali al-Salem et Ahmad al-Jaber), en Jordanie (al-Azraq) et à Bahreïn (Sheikh Isa Airbase, siège de la 5^e flotte) – revendiquant 18 sites touchés. Simultanément, la République islamique annonce la fermeture totale du détroit d’Ormuz. Le porte-parole des forces armées iraniennes déclare, dans un communiqué officiel, que la République islamique est « *plus puissante, militairement et en capacité défensive, qu’elle ne l’était au début de la guerre* », affirmant avoir infligé aux Américains des dommages « *beaucoup plus étendus* » que ceux reconnus publiquement. Le ministère des Affaires étrangères iranien qualifie les frappes américaines d’« *actes criminels* » et d’« *agression de grande ampleur* », et en relayant le communiqué, l’ambassade d’Iran en France avertit les États régionaux hébergeant des forces américaines qu’ils se placent « *aux côtés des agresseurs* ».

Le cessez-le-feu d’avril, fiction juridique

L’accord du 8 avril 2026, présenté à l’époque comme une percée diplomatique après six semaines d’une guerre d’une brutalité inédite, n’aura duré que le temps d’un printemps.

La doctrine iranienne, telle qu'elle a été reformulée par ses stratèges depuis le cessez-le-feu, exclut toute « *réponse contrôlée* ». Toute frappe américaine ou israélienne en territoire iranien – ou contre le Hezbollah au Liban – déclenche mécaniquement une riposte élargie visant les États hôtes des forces américaines dans la région. Ce principe doctrinal, cohérent dans sa logique de dissuasion, rend de facto impossible la stabilisation d'un armistice partiel. Le CENTCOM a justifié ses frappes en invoquant une « *agression non provoquée et persistante* » de l'Iran, formulation que Téhéran rejette comme une inversion de la réalité.

Nouveau revirement américain

Enfin, le 11 juin 2026, coup de théâtre ! Le président Trump annonce qu'il a annulé les frappes prévues et ajoute que les États-Unis ont « *terminé la guerre avec l'Iran* ». Il affirme qu'un « *grand règlement* » ou un « *grand mémorandum d'entente* » a été conclu, avec une signature possible ce week-end en Europe (à Genève éventuellement), en présence du vice-président JD Vance. L'accord inclurait la réouverture immédiate du détroit d'Ormuz, un engagement iranien à ne pas acquérir d'arme nucléaire, et une extension du cessez-le-feu.

Trump a affirmé que les points finaux avaient été approuvés par les parties concernées, y compris les États-Unis, Israël et plusieurs pays du Golfe, mais les autorités iraniennes et les médias d'État ont immédiatement démenti toute conclusion finale, qualifiant ces affirmations de spéculatives et indiquant que le projet de mémorandum restait en cours d'examen par les plus hautes instances iraniennes, sans approbation définitive. Les exigences iraniennes portent sur des concessions tangibles et immédiates (levée des sanctions pétrolières, déblocage d'actifs gelés, fin du blocus naval), en raison du passé américain de non-respect des engagements. Des éléments d'un projet de mémorandum en 14 points circulent, incluant un cessez-le-feu permanent (y compris sur les fronts libanais), la réouverture du détroit d'Ormuz sous arrangements iraniens, la levée du blocus naval, un allègement des sanctions sur le pétrole et les produits pétrochimiques, la libération progressive d'environ 24 milliards de dollars d'actifs gelés, et 60 jours de négociations sur les questions nucléaires pour un accord global.

Téhéran a aussitôt démenti l'existence d'une conclusion finale, disant que le projet de mémorandum reste en cours d'examen par les plus hautes instances iraniennes, sans approbation définitive.

Ce texte n'est toutefois pas encore finalisé ni approuvé. La répétition de ces annonces optimistes contraste avec la prudence iranienne et soulève des questions sur la stratégie de communication américaine, entre pression psychologique, usage domestique et gestion des attentes des marchés et alliés. Le Pakistan et le Qatar continuent de jouer un rôle de médiateurs discrets.

D'ailleurs, peu après avoir annoncé le succès de l'accord, Trump a écrit sur son média

Truth Social : « *Les termes que l'Iran a divulgués aux Fake News n'ont RIEN à voir avec les termes qui ont été convenus par écrit. Ce qu'ils ont dit, y compris leur déclaration faible et pathétique sur la conclusion d'un accord, n'a aucun rapport avec la réalité. Ce sont des gens très malhonnêtes avec lesquels il est impossible de traiter de bonne foi. INCROYABLE !* » Affaire à suivre.

Qui a perdu ?

Le gouvernement iranien crie victoire. Et c'est vrai qu'il est, de son point de vue, le grand vainqueur de cette guerre qui, rappelons-le, a été officiellement déclenchée par les massacres d'opposants et par la promesse que le président Trump a faite d'envoyer une aide rapide. Il n'avait pas réalisé qu'une telle chose était impossible – il faut du temps pour envoyer une armée à l'autre bout du monde. Il n'avait pas prévu non plus qu'il pourrait reculer sous l'influence des divers groupes de pression, ou de la volonté des monarques du Golfe.

Voici pourquoi le gouvernement iranien présente cette guerre comme une série de victoires :

1. Il contrôle toujours le détroit d'Ormuz et veut le rendre payant, ce qui mettrait des sommes considérables à sa disposition.
2. Les États-Unis ont essuyé de lourdes pertes matérielles en destruction d'installations dans leurs bases militaires au Moyen-Orient : tout cela pour se retrouver avec une situation pire qu'avant, sauf concernant le programme nucléaire iranien sur le papier. Et les Iraniens sont des as quand il s'agit de prétendre ne pas chercher l'enrichissement, alors qu'ils s'y livrent secrètement.
3. Le régime iranien n'a pas été renversé : les Gardiens de la Révolution ont fait un coup d'État et contrôlent actuellement le pays à la place des mollahs (qui, au moins, ne cachaient pas leur réalité : il est plus facile à un peuple de se battre contre un danger visible que contre un danger déguisé).
4. Les opposants iraniens n'ont pas reçu l'aide promise par Trump : ils pleurent leurs morts. Le régime se frotte les mains parce qu'il fait bien plus peur qu'avant. La preuve : l'opposition se terre, et les manifestations se sont arrêtées pour de bon.
5. Enfin, les maîtres de l'Iran peuvent se réjouir de voir que les relations entre Israël et les États-Unis se sont détériorées.

La fracture Washington-Jérusalem

La crise a révélé au grand jour une fissure croissante entre Washington et Jérusalem. Le vice-président JD Vance, dans un entretien accordé à CBS le 10 juin, a reconnu publiquement que Benjamin Netanyahu avait « *certainement commis un certain nombre*

d'erreurs » dans ses relations avec les États-Unis sur l'Iran, tout en le qualifiant de « *bon partenaire* ». Il a ajouté que Netanyahu « *affirme agressivement les intérêts de son pays* » – parfois cela signifie que les deux parties sont sur la même longueur d'onde, parfois non. La ligne de fracture est nucléaire : pour Washington, l'objectif premier est d'empêcher l'Iran de se doter de la bombe – un objectif que Vance formule sans ambiguïté, soulignant que les États-Unis poursuivront leurs propres intérêts même si Israël n'approuve pas. Israël, pour sa part, semble viser un démantèlement bien plus large et maintient ses lignes rouges (retrait du matériel enrichi, démantèlement des infrastructures d'enrichissement, limites sur les missiles, cessation du soutien aux proxys). Netanyahu a parlé avec Trump après l'annonce du mémorandum et a exprimé son appréciation pour l'engagement américain à inclure ces éléments dans tout accord final, tout en précisant qu'Israël n'était pas partie au mémorandum d'entente en cours. Cette divergence publique entre alliés offre à Téhéran un espace de manœuvre diplomatique inespéré, tout en exposant les limites de la coordination stratégique entre Washington et Jérusalem.

Ormuz, une arme à double tranchant

La fermeture du détroit d'Ormuz, annoncée officiellement le 11 juin et maintenue sous tension, cristallise les contradictions de la stratégie iranienne. D'un côté, c'est l'arme ultime : 20 % des approvisionnements pétroliers mondiaux, les flux de gaz liquéfié du Golfe, la survie économique du Japon, de la Corée du Sud, de l'Inde et de l'Europe méridionale. Tokyo a exprimé immédiatement son inquiétude, soulignant que « *garantir un passage libre et sûr par le détroit d'Ormuz est une question urgente et vitale pour la stabilité de l'approvisionnement énergétique* ». La Chine, de son côté, a lancé un appel ferme à « *l'arrêt immédiat des opérations militaires au Moyen-Orient* ». L'Inde, elle, a adressé une protestation formelle à Washington après que trois marins indiens ont été tués lors d'une frappe sur le tanker MT Settebello (pavillon Palau) au large d'Oman. À Bahreïn, c'est une fillette de onze ans qui a été blessée par un éclat lors des frappes de drones des Gardiens de la Révolution – rappel que l'escalade n'est pas seulement une abstraction géostratégique mais une réalité meurtrière qui frappe des civils des deux rives du Golfe.

De l'autre côté, cette fermeture menace l'Iran lui-même : privé de revenus pétroliers, incapable d'exporter ses hydrocarbures, le régime se dépouille de l'oxygène économique dont il aurait besoin pour financer une guerre longue. Washington affirme qu'un corridor d'escorte américain a déjà acheminé plus de cent millions de barils depuis le début de la crise. Téhéran maintient que la fermeture est totale et effective, avec des arrangements iraniens pour toute réouverture. La réalité se situe vraisemblablement entre les deux récits : une navigation partielle, sous tension, exposée à l'incident à tout moment. Dans les projets de mémorandum en discussion, la réouverture du détroit figure parmi les points clés, conditionnée à des arrangements iraniens et à des concessions réciproques.

La fermeture d'Ormuz est moins une décision stratégique qu'un signal désespéré : celui d'un régime qui préfère l'implosion contrôlée à la capitulation négociée, tout en utilisant

ce levier pour maximiser ses gains dans les négociations en cours.

Le naufrage du programme nucléaire

Le paradoxe historique de cette guerre tient en une formule : Sous le Shah, l'Iran a lancé son programme nucléaire pour garantir sa sécurité, et c'est précisément ce programme qui a provoqué la guerre qui l'a anéanti. Les sites de Fordow, Natanz et Ispahan ont subi des dommages majeurs lors des phases antérieures du conflit : l'opération *Midnight Hammer* de juin 2025 a largement détruit Natanz, tandis que Fordow et Ispahan ont été gravement endommagés lors des frappes de février 2026. Les frappes américaines des 9 et 10 juin visaient quant à elles les défenses aériennes, les communications et les radars – non les sites nucléaires eux-mêmes, déjà hors de combat. Les négociations en cours tourneraient autour d'une suspension totale de l'enrichissement qui serait fixée à zéro pour une durée de vingt ans – comme condition d'un accord global, avec des mécanismes de vérification renforcés.

Le coût humain, économique et environnemental de ce pari nucléaire commence à être mesuré par les Iraniens eux-mêmes. Des voix critiques soulignent que les ressources colossales investies depuis un demi-siècle dans le programme atomique ont contribué à assécher le Zayandeh Rud – fleuve de première importance au centre du pays, à sec depuis plusieurs années –, à ruiner l'économie productive, à précipiter une inflation galopante et des pénuries de médicaments. La question qui circule dans les milieux intellectuels iraniens est brutale : à quoi a servi ce sacrifice si c'est pour aboutir à une suspension totale négociée sous la menace des bombes ? Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA a adopté, le 11 juin, une résolution exigeant que l'Iran fournisse des informations complètes sur ses stocks d'uranium enrichi et accorde un accès complet aux inspecteurs.

L'Iran de l'intérieur : répression et délitement

La guerre a servi de prétexte à une intensification de la répression interne. Les organisations de défense des droits humains signalent une accélération tragique des exécutions de militants et de dissidents depuis le début de l'année 2026 : selon l'ONG Iran Human Rights, le nombre d'exécutions aurait déjà dépassé 784 pour la seule année 2026. La censure sur Internet a été renforcée, et des manifestations estudiantines ont éclaté contre des réformes éducatives imposées à la hâte dans un contexte de guerre. La répression des protestations de janvier 2026, dont le bilan en vies humaines est encore disputé mais potentiellement très élevé selon les sources indépendantes, a laissé des séquelles profondes dans la société iranienne.

La mort de l'ayatollah Ali Khamenei le 28 février 2026 et l'élection de son fils Mojtaba comme nouveau Guide suprême par l'Assemblée des experts en mars – confirmées par le New York Times, Al Jazeera, BBC Persian et Iran International – se sont superposées à la gestion de la crise militaire. Cette transition au sommet de l'État, aussi lourde de symboles que de risques, pèse sur chaque décision : Mojtaba Khamenei sait que sa

légitimité future ne peut pas reposer sur les ruines d'un pays détruit. Les Gardiens de la révolution demeurent l'institution la plus influente dans la prise de décision, ce qui explique partiellement la rigidité doctrinale des réponses militaires iraniennes et la résistance à toute forme de compromis perçue comme une humiliation.

La logique de la force calibrée

Dans leurs mises à jour des 3 et 9 juin, les analystes de l'Institute for the Study of War (ISW/CTP-ISW) identifient la stratégie iranienne comme un emploi délibéré d'une « *force calibrée* » : Téhéran cherche à extraire des concessions maximales sans franchir le seuil d'une guerre totale. Le régime se considère « *en guerre* » et non en situation de trêve, ce qui explique la cohérence mécanique de ses ripostes. Mohammad Bagher Ghalibaf, président du Parlement iranien, a théorisé cette posture en déclarant que l'action militaire et la diplomatie étaient complémentaires : les frappes servent à transformer le rapport de force en « *acquis légaux, politiques et économiques* ». Téhéran tente également de lier les négociations sur Ormuz à celles portant sur le Liban, cherchant à contraindre Washington à traiter l'ensemble des dossiers régionaux comme un tout indivisible.

Vers quel dénouement ?

Trois scénarios se dessinent à l'horizon immédiat. Le premier est l'escalade incontrôlée : une frappe iranienne perce les systèmes antimissiles déployés en Jordanie, un navire de la Cinquième Flotte est touché à Bahreïn, et la logique du brinkmanship (« je te pousse jusqu'au bord du gouffre pour que tu cèdes, mais j'espère que tu céderas avant qu'on tombe tous les deux ») débouche sur un embrasement régional total incluant le Liban, les factions irakiennes pro-iraniennes, et peut-être le front yéménite. Ce scénario est celui que Pékin et les capitales du Golfe redoutent le plus.

Le deuxième scénario est le gel : après un pic de violence, une pression combinée des médiateurs – Pakistan, Qatar, Chine – parvient à imposer un silence des armes de facto, sans accord formel, laissant toutes les questions en suspens. La France, qui a fermement condamné les attaques iraniennes de drones et de missiles contre Bahreïn, le Koweït et la Jordanie le 10 juin, a mis en garde contre les risques pour la navigation internationale et les prix énergétiques mondiaux ; elle pourrait contribuer à ce scénario de gel en jouant un rôle discret de relais diplomatique auprès des capitales du Golfe. Ce « *ni guerre ni paix* » durable serait, pour le régime iranien, à la fois une défaite stratégique – son programme nucléaire détruit, son économie à genoux – et une forme de survie politique.

Le troisième scénario, plus improbable à court terme, est celui d'un grand accord. Il supposerait que Téhéran accepte la suspension totale du nucléaire sur vingt ans, que Washington lève une partie des sanctions et renonce à un changement de régime explicite, et que les deux parties trouvent une formule sur Ormuz. Les annonces répétées de Trump sur un accord « imminent » témoignent, paradoxalement, d'un désir réel de

sortie – mais la méfiance mutuelle, les logiques d'appareils des deux côtés, et la dynamique d'amorçage-propre des frappes réciproques rendent ce dénouement encore lointain. Le projet de mémorandum en discussion, s'il se concrétise, pourrait servir de cadre pour une telle issue, à condition que les concessions réciproques soient jugées acceptables par toutes les parties.

Ce qui est certain, en cette mi-juin 2026, c'est que l'Iran, malgré ses cris de victoire, a changé de nature. Ce n'est plus la puissance montante des années 2010 qui instrumentalisait ses proxys avec une patiente stratégie de profondeur. C'est un État appauvri, frappé au cœur de son infrastructure militaire et symbolique, qui improvise une doctrine de représailles totales pour masquer sa vulnérabilité croissante. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Esmail Baghaei, a lui-même reconnu que Téhéran allait « réexaminer » sa position sur les négociations à la lumière des frappes du 9-10 juin – formulation qui suggère davantage un régime acculé cherchant à gagner du temps qu'une puissance sûre de sa victoire. Sur le terrain, les dommages civils commencent à être signalés du côté iranien : deux blessés à Kargan, des réservoirs d'eau mis hors service à Sirik desservant quelque vingt mille personnes, une tour de télécommunications détruite. Téhéran y voit des « *crimes de guerre* » ; Washington maintient que seules des cibles militaires ont été visées.

Entre ces deux narratifs, la réalité des populations civiles prises en étau reste, elle, indiscutable. La République islamique n'a pas été abattue. Mais elle ne sera plus jamais la même.